

tenues à leur place, qui nous ont maintenues à notre place.

Nous remettons en question l'économie de la violence. Nous sommes baïllonnées par un gouvernement qui, au bas mot, est ignorant et, au pire, hostile à nos efforts. Nous sommes muselées.

Si le gouvernement s'attaque à la recherche dans le domaine des communications pour les femmes et les autochtones, c'est pour les garder mal informés. C'est le principal moyen qu'il a trouvé pour réduire au silence les mouvements, de plus en plus nombreux, d'opposition aux attaques des Conservateurs qui s'en prennent aux pauvres, aux femmes et aux défavorisés. Le gouvernement cherche à faire taire les femmes et les autochtones.

Cette année, les subventions à l'Institut canadien de recherches sur les femmes ont été réduites de 20 p. 100. L'Institut a diffusé un communiqué bien intitulé «Une femme à la Justice, mais pas de justice pour les femmes». On y disait que la nomination d'une femme au poste de ministre de la Justice ne pouvait remplacer l'aide financière aux programmes d'égalité pour les femmes. Le gouvernement nomme des femmes qui ne feront que répéter ses prises de position, malgré leurs principes et peut-être même malgré leur bon sens.

Le gouvernement consacre plus d'argent au financement des clubs de danseuses érotiques qu'aux groupes de femmes. Il a prêté 17 millions de dollars à 38 clubs de ce genre, mais n'a versé, l'an dernier, que 11 millions de dollars au Programme de promotion de la femme. Le Programme de promotion de la femme finance des centaines de centres pour femmes dans tout le pays.

Le Régime d'assistance publique du Canada, qui finance l'aide sociale, mais aussi les abris pour femmes battues, s'est vu infliger un coup dur dans ce budget. Les conservateurs ont imposé un plafond de financement au Régime d'assistance publique en Colombie-Britannique, en Alberta et en Ontario. Aujourd'hui, les abris pour femmes battues doivent refuser une femme sur deux qui sollicite une place. Quelles seront les répercussions de ce plafond sur ces femmes? Où iront-elles?

Le Régime d'assistance publique du Canada assure également le financement des garderies au Canada. À l'heure actuelle, dans ma province natale, la Colombie-Britannique, 280 000 enfants ont désespérément besoin de garderies. Il y a 20 000 places autorisées. Avant les dernières élections, les conservateurs nous avaient promis un programme de garderies flambant neuf. Maintenant, le gouvernement sabre les garderies. Ces réductions me mettent vraiment hors de moi, car elles vont de

### *Le budget*

pair avec une augmentation de 114 millions de dollars dans le budget des Forces armées canadiennes en Europe. Alors que le mur de Berlin s'écroule et qu'un esprit d'ouverture et de coopération souffle actuellement sur les pays de l'Est, le gouvernement canadien accroît ses forces militaires en Europe aux dépens des femmes, des enfants, des autochtones et des pauvres du Canada.

• (1800)

Le gouvernement conservateur a augmenté le budget du Service canadien du renseignement de sécurité de 33 millions de dollars tout en réduisant de 1,6 million de dollars le Programme de promotion de la femme. Cela en plus des réductions de 2 millions de dollars effectuées l'an dernier à ce programme. Les priorités du gouvernement actuel sont vraiment répugnantes.

Ce budget, d'après les propres prévisions du gouvernement, va faire augmenter le chômage, au rythme de 100 000 emplois de moins par an. Il contribue à diminuer les revenus personnels dont disposent les Canadiens. Le gouvernement se moque manifestement des conséquences que ses mesures ont sur la vie des personnes réelles; il établit sa politique économique dans l'abstrait. Les femmes doivent trouver des emplois et elles s'aperçoivent que ces emplois sont difficiles à trouver. Elles découvrent que les programmes fédéraux d'équité en matière d'emploi ne servent à rien. Elles doivent trouver des garderies et elles voient des listes d'attente d'un an et quelquefois plus pour une place subventionnée.

Elles vont devoir commencer à payer la TPS sur les produits d'hygiène, les vêtements d'enfant, les bottes, les manteaux d'hiver, les muffins, les factures d'électricité et de chauffage. Que le ministre des Finances s'avise de rappeler l'absence de nouvelles taxes aux Canadiennes qui vont devoir commencer à payer la TPS sur presque tous les articles et les services qu'elles achètent.

Comment l'équité en matière d'emploi pourrait-elle être efficace dans une période de compressions de personnel où les gens sont licenciés et non recrutés? L'équité en matière d'emploi est un programme destiné à encourager le recrutement et l'avancement professionnel des femmes et des minorités. À cause de leur ancienneté, ceux qui gardent leur emploi après des licenciements massifs sont principalement des travailleurs blancs. Le blocage du recrutement garantit que les femmes et les minorités ne seront pas engagées.

Le budget de 1990 s'aligne sur celui de 1989 qui a supprimé l'universalité des allocations familiales et des pensions de vieillesse et qui a amputé le régime d'assurance-chômage au point de le rendre presque méconnaissable.